

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

Plérin, le 4 juin 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

publié sur 
EUREDEN
Kérichard
22170 Châtaudren-Plouagat

Références :

Code AIOT : 0005500289

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement EUREDEN implanté Kérichard 22170 Châtaudren-Plouagat.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- Kérichard 22170 Châtaudren-Plouagat
- Code AIOT : 0005500289 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO BAS
- IED : IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Le site d'EUREDEN de Châtaudren-Plouagat comporte deux activités principales :

- la fabrication d'aliments pour le bétail (activité soumise à autorisation, relevant de la directive IED)
- le conditionnement et le stockage d'engrais (activité soumise à autorisation, classée SEVESO seuil bas)

La capacité de stockage du site en céréales (principalement blé, maïs, orge, triticales) s'élève à 55 000 tonnes (en silos verticaux métalliques et béton) . Le site possède des installations de séchage (2 séchoirs relevant de la rubrique 2160). La production maximale d'aliments est de 850 tonnes par jour.

L'activité du site est organisée en 2x8,5 heures (de 5h00 à 2h00) du lundi au vendredi.

La visite du 23 avril 2024 a porté sur les installations de stockage de céréales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance et entretien des installations
- Prévention des risques d'auto-échauffement
- Travaux par points chauds
- Prévention de la propagation d'une explosion

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	NETTOYAGE	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	3 Mois
4	VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES	AP Complémentaire du 14/06/2019, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	FORMATION DU PERSONNEL	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	
3	PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article 9	
5	AIRES DE CHARGEMENT	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12	
6	PREVENTION DU RISQUE D'AUTO-ECHAUFFEMENT – SURVEILLANCE TEMPERATURE	AP Complémentaire du 06/10/2008, article 11	
7	PREVENTION DU RISQUE D'AUTO-ECHAUFFEMENT - RONDES	AP Complémentaire du 06/10/2008, article 11	
8	DETECTION DES INCENDIES	Arrêté Préfectoral du 06/10/2008, article 10	
9	PREVENTION DE LA PROPAGATION D'UNE EXPLOSION	AP Complémentaire du 14/06/2019, article 5	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection des installations classées a constaté la mise en place et le suivi d'un plan de formation comportant des actions relatives à la prévention des incendies et explosions. L'exploitant a montré des procédures de nettoyage et a constaté un niveau de propreté globalement satisfaisant des installations visitées. L'inspection n'a cependant pas constaté la présence de repères au sol pour évaluer le niveau d'empoussièrement et demande à l'exploitant de se mettre en conformité. Pour la surveillance de ses installations, l'exploitant a déclaré mettre en place de rondes et visites hebdomadaires et a montré à l'inspection la traçabilité des enregistrements. L'exploitant a indiqué que la procédure de surveillance du vieillissement des parois des silos reste en cours d'élaboration et doit être intégrée à la GMAO. L'inspection demande de transmettre cette procédure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : FORMATION DU PERSONNEL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3

Thème(s) : Risques accidentels Formation

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un extrait du plan de formation. L'inspection a constaté l'enregistrement des dates des formations *Equipiers de Première Intervention* (réalisées le 11/03/2023) et formations *Incendie et Explosion* (réalisées le 05/10/2023).

L'ensemble des opérateurs de production et agents de maintenance est concerné par cette formation dispensée par un organisme extérieur. L'exploitant déclare procéder au recyclage des formations Incendie et Explosion tous les 3 ans.

L'exploitant indique que l'exploitation des installations est réalisée sous la surveillance du responsable réception et de son adjoint formés aux risques d'incendie et d'explosion.

Post-inspection, l'exploitant a transmis les fiches de poste. La fiche de poste du responsable réception s'intitule «chef d'équipeproduction» et n'indique pas précisément s'il est «responsable silo».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Indiquer expressément dans la fiche de poste du responsable réception la fonction de responsable silo (la procédure de nettoyage fait référence à un responsable silo, la fiche de poste devrait préciser qui exerce cette fonction).

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : NETTOYAGE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels Poussières

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

L'exploitant indique que le nettoyage est réalisé par les salariés dédiés à chaque zone. Les opérations de nettoyage sont également réalisées par une entreprise extérieure. L'inspection a constaté l'enregistrement effectif des opérations de nettoyage (les fiches de nettoyage sont présentes au niveau du bureau de la réception).

L'exploitant a transmis à l'inspection la procédure de nettoyage des silos (PR-Q-NETTOYAGE 01, version du 13/10/2022) qui indique que le responsable silo contrôle mensuellement la propreté et l'empoussièrement des équipements listés dans le plan de nettoyage du silo. Le nettoyage par balai ou soufflette fait l'objet d'une consigne spécifique précisée dans la procédure. Le recours au balai et à la soufflette est indiqué comme restant exceptionnel et réservé aux endroits inaccessibles. L'exploitant a présenté la centrale d'aspiration qui est déplacée en fonction des besoins. L'inspection a constaté la présence de bouche d'aspiration dans la tour de manutention.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de repères au sol pour évaluer le niveau d'empoussièrement. La visite a permis de constater un état de propreté satisfaisant de la tour de manutention (silo K). Des dépôts de poussières ont néanmoins été constatés au niveau des installations de manutention de la galerie sur-cellule du silo K.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder au marquage de repères au sol judicieusement répartis pour permettre d'évaluer le niveau d'empoussièrement. Améliorer le nettoyage au niveau de la galerie sur-cellule du silo K.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article 9

Thème(s) : Risques accidentels Permis de feu

Prescription contrôlée :

Tous les travaux de réparation ou d'entretien prévus dans une zone à risque ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu. Le permis de feu ne peut être délivré qu'après une analyse des risques. Il n'est valable que pour une durée limitée. Le permis de feu est nécessaire tant pour les interventions réalisées par le personnel du site que par le personnel extérieur.

Il devra être signé par l'exploitant et le personnel réalisant les travaux. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à disposition des agents effectuant les travaux.

Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, ils ne seront réalisés qu'après arrêt complet et vidange des installations de la zone concernée, nettoyage et dégazage des appareils à réparer; vérification préalable de la non explosivité de l'atmosphère.

Le permis de feu précise les opérations de contrôle à effectuer à l'issue de l'intervention. L'heure du/des contrôles a posteriori sera renseignée sur le document. Un des contrôles sera effectué 2 heures après les travaux.

Constats :

La délivrance du permis de feu fait l'objet d'une procédure.

Les permis de feu (modèle groupe) sont délivrés par le service maintenance (liasses auto-copiantes de 3 feuillets dont 1 est remis aux opérateurs concernés).

L'heure de contrôle post-intervention est indiquée dans le document. L'exploitant indique procéder périodiquement à des sensibilisations des salariés et réaliser des formations internes sur les risques liées aux travaux par points chauds. Les permis de feu font l'objet de vérification lors des audits réalisés par l'organisme d'assurance et lors des audits internes.

L'exploitant indique que les travaux par point chaud sont principalement réalisés au sein de l'atelier de maintenance afin de prévenir toutes situations à risques. Les opérations par points chauds au niveau des locaux à risques sont évitées dans la mesure du possible. Les pièces nécessitant une intervention sont démontées et les travaux de soudure sont réalisés dans l'atelier. L'exploitant déclare ne pas réaliser de travaux de soudure dans les tours de manutention.

L'inspection a consulté un permis de feu en date du 28/03/2024 délivré à une entreprise extérieure (opération de meulage / tronçonnage).

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2019, article 6

Thème(s) : Risques accidentels Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

L 'exploitant s'assure de la tenue dans le temps des parois des silos. Il procède a minima à un contrôle périodique des parois des cellules dont les modalités sont précisées dans une procédure, pour détecter notamment tout début de corrosion, d 'amorce de fissuration ou de déformation.

Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an.

Sa réalisation et les suites qui y sont données sont enregistrées et tenues à la disposition de l'Inspection des installations classées. Le cas échéant, l'exploitant prend les mesures nécessaires à la mise en sécurité des installations. »

Constats :

L'exploitant a déclaré avoir procédé en 2021 à la réalisation d'un contrôle des parois par une entreprise extérieure. Ce contrôle, réalisé par un organisme extérieur a été réalisé avec l'aide d'un drone, et a compris des analyses de béton et analyse de la conductivité de l'acier pour détecter des traces de corrosion, amorce de rouille.

En interne, une visite hebdomadaire de l'ensemble des installations est réalisée par le responsable fabrication (tous les jeudi). Un tableau de visite est complété et daté, il indique le cas échéant les travaux à effectuer. L'inspection a consulté la grille de visite du 11/04/2024.

L'exploitant indique qu'une procédure est en cours de formalisation pour la réalisation et l'enregistrement du contrôle périodique des parois. La procédure sera intégrée dans la GMAO en cours de mise en œuvre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre la procédure définissant les modalités de surveillance du vieillissement des parois des cellules à l'inspection des installations classées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : AIRES DE CHARGEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12

Thème(s) : Risques accidentels Poussières

Prescription contrôlée :

[...]

Les aires de chargement et de déchargement sont :

- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles);
- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.

Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.

Constats :

Le site est équipé de 3 fosses de réception dotées d'aspiration. Lors de la visite, l'inspection s'est rendue sur la fosse n°1. Il a été constaté un état de propreté satisfaisant.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2008, article 11

Thème(s) : Risques accidentels Surveillance de la température

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto—inflammation.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter contenus dans les cellules des silos J, K et P, et dans les cellules 1, 2, 4 et 5 du silo E, est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos.

Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement périodique.

Constats :

L'inspection a constaté, au niveau du salle de réception, la surveillance de la température des grains stockés (supervision des données des sondes thermométriques). Les suivis de températures font l'objet d'un enregistrement.

Le taux d'humidité des grains est vérifié avant stockage.

L'exploitant a indiqué qu'en cas de dérive de température, une séquence de ventilation est lancée par l'opérateur.

L'exploitant a fourni à l'inspection plusieurs instructions de travail à l'attention du personnel concerné:

- consigne de suivi de température (IN-QSTOCKAGE 02 version du 23/03/2022)
- consigne de ventilation (IN-QSTOCKAGE 01 version du 11/06/2021)

Les consignes indiquent notamment la conduite à tenir en cas d'élévation anormale de la température.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : AUTO-ECHAUFFEMENT - RONDES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2008, article 11

Thème(s) : Risques accidentels Surveillance de la température

Prescription contrôlée :

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Constats :

L'exploitant a indiqué que lors de la visite de contrôle hebdomadaire du site par le responsable fabrication, les éléments relatifs aux fuites, bruits et odeurs sont particulièrement observés et font l'objet le cas échéant d'une demande de travaux. La visite donne lieu à un enregistrement (date et initiales de l'intervenant). L'inspection a vu l'enregistrement de la ronde du 11/04/2024.

L'exploitant a déclaré sensibiliser l'ensemble du personnel sur les risques et le signalement des défauts et dysfonctionnement.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 8 : DÉTECTION DES INCIDENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2008, article 10

Thème(s) : Risques accidentels Capteurs, détecteurs

Prescription contrôlée :

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à prévenir, détecter ou stopper tout fonctionnement anormal qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

- disjoncteur thermique sur chaque moteur d'élévateurs, de transporteurs et de vis;
- contrôleurs de rotation sur les élévateurs ;
- détecteurs de bourrage sur transporteurs et chaîne;
- sangles et courroies d'élévateurs anti-statiques et non propagatrices de la flamme .

Les élévateurs des fosses de réceptions seront équipées de contrôles de déport de sangles avant fin décembre 2008. Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu 'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

Les systèmes de dépoussiérage, les organes mécaniques mobiles, les appareils de manutention et les dispositifs visant à prévenir, détecter ou stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils font l'objet d'opérations de maintenance et de contrôle de leur bon fonctionnement selon des fréquences déterminées par l'exploitant et précisées dans les procédures de maintenance.

Les résultats des opérations de maintenance et de contrôles sont consignés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a procédé à la visite de la tour de manutention et galerie supérieure des silos métalliques K, toit et galerie sous-cellule des silos béton J. L'exploitant a montré les dispositifs de sécurité installés sur les installations de manutention. L'inspection a constaté la présence de :

- Contrôleurs de rotation au pied des élévateurs
- Contrôleurs de bourrage
- Contrôleur d'intensité

L'exploitant a déclaré que les élévateurs des fosses de réceptions sont équipés de contrôleurs de déport de sangle. Un plan de maintenance préventive est mis en place. Dans l'attente de la mise en place de la GMAO, les opérations de maintenance sont consignés dans un classeur. L'inspection a vu le classeur de maintenance indiquant le planning mensuel des interventions pour chaque équipement.

A la demande de l'inspection, afin de tester un disposition de détection, l'exploitant a procédé à la simulation d'un bourrage sur le transporteur de la fosse F2. L'inspection a constaté l'affichage du défaut sur la supervision: «10:50:59 BOURRAGE TRANSPORTEUR TF2».

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : PRÉVENTION DE LA PROPAGATION D'UNE EXPLOSION

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2019, article 5

Thème(s) : Risques accidentels DECOUPLAGE

Prescription contrôlée :

« Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que Possible.

Afin d'empêcher la propagation d'une explosion débutant dans un volume vers un autre volume, des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants :

- Les galeries sous cellules et les tours de manutention;
- Les silos E, J et K et les galeries sous—cellules ;
- Les silos E et J et la tour de manutention;
- L' espace sur cellules du silo K et la tour contenant les élévateurs du séchoir;
- La galerie sous cellules du silo K et la tour contenant les élévateurs du séchoir;
- L'as de carreaux (cellule 22) et les cellules cylindriques du silo J (cellules de 18 à 21),

Ces dispositifs sont constitués de parois et de portes dimensionnées de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Sauf impossibilité technique dûment justifiée, la fermeture des portes constituant un dispositif de découplage est automatique.

La nécessité de maintenir ces portes fermées est mentionnée dans les consignes et rappelée par une signalisation adaptée.

Les portes constituant un dispositif de découplage séparant :

- la fosse de réception de la galerie sous cellules du silo P ;
- les élévateurs du séchoir 3 de la galerie sous cellules du silo K ;
- les élévateurs du séchoir 3 de l'espace sur cellules du silo K

seront équipées d'un dispositif de fermeture automatique.

L'exploitant s'assure de la pérennité dans le temps de ces dispositifs.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de dispositif de découplage entre la tour de manutention et le silo K. L'inspection a constaté la fermeture des portes, celles-ci étant équipées d'un dispositif de fermeture automatique. Les portes font l'objet d'une signalisation spécifique: «PORTE A MAINTENIR FERMEE EN PERMANENCE».

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :